

Lutte de classe

Défense de la démocratie bourgeoise ou combat pour l'abolition du capitalisme ?

(L'abécédaire du réformisme : La syphilis du mouvement ouvrier)

Thèmes.

- § [L'indépendance des syndicats](#)
- § [La Charte d'Amiens](#)
- § [Le front unique](#)
- § [Le combat pour l'égalité](#)
- § [La défense de la nation](#)
- § [La défense de la démocratie](#)
- § [La défense de la démocratie représentative](#)
- § [Défense des institutions](#)
- § [Abolition des institutions](#)
- § [La *crise* du capitalisme](#)
- § [Les nationalisations](#)
- § [Le contrôle ouvrier](#)
- § [L'union libre des peuples libres](#)
- § [L'assemblée constituante](#)
- § [Le PS et le PCF redevenir des partis ouvriers ?](#)
- § [Le PS serait encore un parti ouvrier](#)
- § [Le réformisme a vaincu](#)
- § [Un parti ouvrier indépendant](#)
- § [La situation est « *difficile* »](#)
- § [Pas de rupture avec l'OIT, la CES, la CSI](#)
- § [Rupture avec l'Union européenne](#)
- § [Conclusion et propositions d'action](#)

1. L'indépendance des syndicats en général. Un leurre, une formidable escroquerie puisque les syndicats sont contrôlés par les partis réformistes et staliniens à la solde de la bourgeoisie. C'est évidemment ce qu'il faut camoufler à tout prix. Le parti révolutionnaire ne devrait pas combattre ouvertement pour influencer l'orientation des syndicats au cours de la lutte des classes, il vaut mieux laisser aux réformistes et aux staliniens de s'en charger. On a parfaitement compris. Du même coup, les révolutionnaires devraient s'interdire de dénoncer vigoureusement la trahison des appareils, au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques.

Dans le site de Bagnolet du PT, on peut lire « *on cherche à aliéner l'indépendance* » des syndicats. « *On* » qui ? Il est vrai qu'ils sont tellement « *indépendants* » ces syndicats, surtout leurs appareils, qu'on finirait presque par penser que leur aliénation serait le produit d'une mystérieuse attaque venant de l'extérieur, que leur subordination à la bourgeoisie serait l'œuvre d'une entreprise démoniaque dont on aurait toutes les peines du monde à discerner l'origine, non plus orchestré par Moscou mais par Bruxelles ou Washington, dédouanant une fois de plus au passage la responsabilité écrasantes des appareils. (Texte de référence : <http://www.meltl.com/marxisme/syndicat131106.pdf> - Ille Congrès de l'Internationale Communiste - L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge - La lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam)

2. La Charte d'Amiens pour l'abolition du capitalisme et l'indépendance des syndicats. C'est l'alliance impossible du feu et de l'eau ! En réalité, c'est une vaste tromperie dont se réclament tout à fait logiquement les dirigeants de Force ouvrière et du Parti des travailleurs.

3. Le front unique au sommet et les relations avec les appareils sont nécessaires. Un fantastique détournement de la tactique du front unique qui sert uniquement à légitimer les appareils et à enchaîner les masses à leur politique réactionnaire.

La tactique du front unique définie par Lénine ne s'adressait pas aux dirigeants des syndicats et des partis ouvriers, mais aux représentants intermédiaires des syndiqués dans ces organisations pour les aider à se détacher des appareils, afin

qu'ils engagent le combat dans l'unité en mobilisant le prolétariat contre la bourgeoisie et le patronat. C'est à ces responsables syndicaux intermédiaires, une fois convaincu de la nécessité de réaliser l'unité et d'engager le combat mobiliser le prolétariat, que revient finalement la tâche d'exiger de leur dirigeants qu'ils reprennent à leur compte les exigences formulées par la base, par les travailleurs syndiqués et non syndiqués. Aucun syndiqué ou travailleur ne doit s'abaisser ou se vautrer dans la fange en lançant des incantations à l'adresse des dirigeants. A chaque échelon du syndicat, chacun doit assumer ses responsabilités, ce qui empêchera aux uns et aux autres de ne pas prendre les siennes, de savoir qui fait quoi, de démasquer les jaunes, les traîtres, mais aussi de promouvoir les militants respectueux du mandat des travailleurs.

La tactique du front unique qui consiste à s'adresser directement aux dirigeants des syndicats et des partis ouvriers, privilégie de fait le front unique au sommet au détriment du front unique à la base, ainsi elle aboutit à subordonner l'ensemble des syndicats et des travailleurs aux appareils. (Texte de référence : <http://www.meltl.com/marxisme/ic3.pdf> - IIIe congrès de l'Internationale Communiste - *Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes*, section *Propagande et action*)

4. Le combat pour l'égalité serait la panacée. Quelle égalité ? Entre un ouvrier et un patron ? Foutaise. Le combat pour l'égalité des femmes avec les hommes en régime capitaliste a abouti à la surexploitation des femmes. Cette triste réalité qui était autrefois réservée aux femmes d'agriculteurs est désormais le lot de l'ensemble du prolétariat. Si je ne me trompe pas, 82% des femmes occupent un emploi en plus des travaux ménagers qui leur reviennent le plus souvent. Peut-on appeler cela un progrès ?

Dans les pays en voie de développement, l'égalité des femmes avec les hommes a abouti à évincer les hommes des usines pour les remplacer par des femmes dont le salaire est 50 à 70% inférieur à celui des hommes. Dans une usine indienne fabriquant des savons (Medimix), à quelques kilomètres de Pondichéry, deux de mes belles-sœurs travaillent six jours sur sept, sans congés, sans aucune protection sociale, elles travaillent en principe huit heures par jours mais souvent au-delà, pour un salaire journalier de 80 roupies, soit 1,40 euro. Dans une autre usine agroalimentaire (Aurofood), les ouvrières sont rémunérées 40 roupies par jour, soit la moitié moins, 0,70 euro. Les emplois les moins qualifiés sont dorénavant réservés aux femmes en Inde. En comparaison, je connais de nombreux Indiens qui travaillent dans des usines, pas un ne gagne en dessous de 120 ou 150 roupies par jour. Ici la situation des femmes est encore pire qu'en France, car il est extrêmement rare qu'un

homme fasse quoi que ce soit à la maison, pour un homme c'est dégradant et déshonorant, il ne peut même pas le concevoir.

S'il en est ainsi en France comme partout dans le monde, c'est parce que les réformistes ont substitué au combat nécessaire pour améliorer le sort des femmes ou d'une catégorie particulière du prolétariat dans le cadre du combat pour en finir avec le capitalisme, le combat pour l'égalité dans le cadre du maintien du régime capitaliste. On pourrait tenir le même raisonnement pour les questions d'environnement qui ont abouti à imposer au prolétariat un nouvel impôt, l'éco-taxé, par exemple.

5. La défense de la nation, de la souveraineté de la nation, de la République, des 36 000 communes... : la réaction sur toute la ligne ! Prétendre défendre les revendications immédiates du prolétariat (les statuts, les conventions collectives, etc.) en prenant la défense de la nation, de la République et des institutions créés par la bourgeoisie pour assurer sa domination politique et économique sur le prolétariat, c'est défendre ouvertement les intérêts de la bourgeoisie. Défendre les revendications immédiates du prolétariat nécessite au contraire d'engager un combat sans merci ni répit contre le gouvernement, contre le Medef et le patronat, pour le renverser, pour l'abolition du capitalisme, car c'est le seul moyen qui permettra de satisfaire les revendications dès lors que le prolétariat aura pris le pouvoir.

Cette conception de la lutte des classes n'est pas nouvelle, elle remonte aux conceptions réformistes développées dès la fin du XIXe siècle par Berstein, Dühring et consorts. Elle repose sur la séparation artificielle du *programme minimum* et du *programme maximum*, le programme d'action dans lequel figure les revendications immédiates à satisfaire et le programme de la révolution socialiste, le premier devant être réalisé en premier, le second plus tard, dans un avenir indéterminé. Autant dire qu'elle traduit concrètement l'abandon du combat pour le socialisme.

Le meilleur moyen de défendre les conquêtes sociales arrachées au cours d'un siècle et demi de lutte de classe est-t-il de défendre l'Etat bourgeois et ses institutions, ou d'engager le combat pour les renverser ? La réponse à cette question détermine la ligne de démarcation qui sépare le réformiste du révolutionnaire.

Lu dans le site Internet de Bagnolet du PT. Les 36 000 communes seraient la « *représentation populaire* » par excellence, la panacée en matière de démocratie. Au diable les conditions antidémocratiques dans lesquelles se déroulent l'élection des maires qui favorisent les partis institutionnels au détriment des autres partis ou organisations, etc., il faut défendre les institutions de la Ve République coûte que

coûte, tout en revendiquant ailleurs leur abolition. Geddo n'a-t-il pas écrit (IO 767 p.14) que la base de la démocratie c'était la « *démocratie représentative* » qui existe aujourd'hui, contre la démocratie directe qui existe dans les organismes créés par le prolétariat lui même, les comités ou soviets.

6. La défense de la démocratie. Un mot d'ordre réactionnaire ! Que les camarades relisent notamment le *Manifeste du parti communiste*, les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste et le *Programme de transition*, et il n'auront plus aucun doute sur cette question. Souvenez-vous, c'est au nom de la défense de la démocratie que la révolution espagnole a été écrasée en 36 ! Relisez les *Leçons d'Espagne* de Trotsky. Dans le cas contraire, soit ils ne savent pas lire, soit ils n'ont plus qu'une chose à faire : adhérer au PS !

Le mot d'ordre de défense ou *reconquête de la démocratie* est antinomique avec la prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature du prolétariat qui doit l'accompagner nécessairement pour vaincre la bourgeoisie. C'est l'antithèse du marxisme qui prétend que le passage de la dictature de la bourgeoisie à l'Etat prolétarien pourrait avoir lieu sans guerre civile, démocratiquement au sens bourgeois du terme, sans que la bourgeoisie mène une lutte à mort pour conserver son pouvoir et ses privilèges, ce que dément formellement toute l'histoire de la lutte des classes. Honte aux apôtres de la défense de la démocratie au nom du trotskysme ! C'est la même politique criminelle qui est mise aujourd'hui en avant au Mexique, en Bolivie, notamment, et qui aboutira logiquement au reflux ou à l'écrasement du mouvement révolutionnaire engagé depuis plusieurs mois dans ces pays. (Textes de référence : <http://www.meltl.com/marxisme/democratieic1.pdf> - 1er Congrès de l'Internationale Communiste (1919) - *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* (Lénine) ; <http://www.meltl.com/marxisme/democratietrotsky.htm> - Trotsky *Œuvres* - tome 19, page 67)

7. Le contrôle ouvrier sans que le prolétariat se soit emparé du pouvoir : c'est la démocratie participative ou le corporatisme à l'œuvre ! Sans l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de distribution, le contrôle ouvrier, c'est accepter de gérer l'entreprise tout en conservant les rapports sociaux d'exploitation capitaliste, c'est la capitulation totale !

8. Les nationalisations sous régime capitaliste : transférer le pouvoir économique du secteur privé à l'Etat bourgeois au service des banquiers et des rentiers capitalistes : un mot d'ordre réactionnaire ! Aucune entreprise privée ou sous contrôle de l'Etat ne peut survivre une journée sans l'aval et le soutien des banques,

un simple rappel. L'Etat ne serait-il pas le premier débiteur des banquiers et des institutions financières internationales ? Les salariés des entreprises nationalisées seraient-ils soustraits par miracle à l'exploitation capitaliste ? Le seul mot d'ordre correcte demeure : expropriation sans indemnité ni rachat des capitalistes ! Voyez ce qui s'est passé au Venezuela et en Bolivie dernièrement et vous aurez tout compris. (texte de référence : <http://www.meltl.com/marxisme/ic3.pdf> : IIIe Congrès de l'Internationale Communiste - 1921 - Combats et revendications partielles)

9. L'union libre des peuples libres : un mot d'ordre populiste. Pas d'union libre, pas davantage de peuples libres tant que le capitalisme n'aura pas été aboli dans la majeure partie des pays où le capitalisme est le plus développé. Le combat pour la révolution prolétarienne commence dans chaque pays et doit s'étendre à toute l'Europe... : Etats-Unis socialistes d'Europe ou fédération des Etats socialistes d'Europe demeure le seul mot d'ordre correct. Idem au Moyen-Orient, en Amérique Latine et sur tous les continents, pour la République socialiste universelle !

Quant les réformistes flirtent avec les formules de l'anarcho-syndicalisme, c'est pour fouler aux pieds et réduire la théorie de la révolution permanente à un vulgaire slogan publicitaire bon marché ! C'est tellement vrai que tous les réactionnaires s'en saisissent, des partisans déclarés de l'Union européenne à ses plus virulents adversaires d'extrême droite.

10. L'Assemblée constituante : un mot d'ordre utopique et réactionnaire qui veut faire croire que la bourgeoisie serait prête à céder volontiers le pouvoir au prolétariat sans la moindre résistance, sans guerre civile... Sans la répression féroce de la bourgeoisie, sans la dictature du prolétariat, le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir. Une Assemblée constituante où seraient présents les partis bourgeois, serait en réalité une Assemblée nationale bis, un parlement bourgeois. Dans le cas contraire ce pourrait être l'équivalent d'un soviet, à condition qu'elle s'appuie sur des soviets dans chaque ville, village et zone industrielle, ce qui n'est pas précisé par ceux qui mettent ce mot d'ordre en avant, et pour cause.

Ils ont adopté la conception de la lutte de classe par étapes, statique en quelque sorte, alors qu'elle est le terrain et l'expression vivante d'un mouvement dynamique qui ne peut se concevoir que dans son développement et son devenir, chaque étape portant en elle l'étape suivante et tendant à la dépasser à chaque instant ...

Pour confirmer si besoin était ce que vous venez de lire, dans le site Internet de Bagnolet du PT, on peut lire que « *L'issue démocratique, c'est la convocation d'une Assemblée constituante* », qui n'est plus souveraine, notez-le au passage, ce qui n'a

rien d'étonnant, puisque dans leur dernier tract, elle a purement et simplement été remplacée par « *l'Assemblée nationale souveraine* », un glissement très significatif de l'orientation du PT avant les élections, qui a sans doute un rapport avec la candidature de la Royaliste. Ils reprennent la même politique criminelle de l'avant et après 10 mai 81, ils prennent même de l'avance, ils anticipent leur soutien au prochain gouvernement de front populaire !

D'ailleurs en faisant bien attention, on se rend compte que le texte annonciateur (le site de Bagnolet du PT) de ce glissement à droite a été rédigé AVANT leur *Convention* du 27 mai 2006, donc six mois auparavant. Ce qui signifie – quoi que l'on pense de cette stratégie, l'Assemblée constituante, ils n'attachaient pas davantage d'importance à ce mot d'ordre et à cette stratégie qu'ils viennent de balancer par dessus bord. Je me demande si cette stratégie n'avait pas été concoctée pour satisfaire une partie des trotskystes encore présents au PT et qui auraient pu voir d'un mauvais oeil l'absence totale de stratégie politique en France de leur parti, qui ne se satisfaisaient pas de la seule rupture avec Maastricht. Bref l'Assemblée constituante a fait long feu et ce n'est pas nous qui la regretterons.

Un autre constat : dans leur dernier tract, il est question d' « *un gouvernement responsable devant une Assemblée nationale souveraine* », formule pour le moins ambiguë, qui nous fait fâcheusement penser à l'Assemblée nationale actuelle ! Vérifions-le immédiatement.

Le gouvernement de de Villepin n'est-il pas *responsable* devant l'Assemblée nationale, puisqu'il est formé à partir des formations politiques qui y détiennent la majorité ? Le Premier ministre est issu du parti politique qui a la majorité à l'Assemblée nationale, oui ou non ? Le gouvernement ne propose-t-il pas aux députés de débattre des différentes lois, de les voter, oui ou non ? L'Assemblée nationale actuelle ne serait pas *souveraine*, mais alors comment expliquer qu'elle peut faire tomber le gouvernement lors d'un vote de confiance sur la politique du gouvernement et provoquer des élections anticipées ? En réalité, on a là un exemple concret de l'exercice de la démocratie politique que reprend à son compte le PT, tout en reprochant aux institutions de la Ve République de ne pas la respecter ou appliquer, histoire de masquer sa propre capitulation.

On peut aussi ajouter qu'en reprenant la sémantique de *l'Assemblée nationale* en l'affublant pour l'occasion du qualificatif de souveraineté, sans doute pour détourner l'attention des militants de l'essentiel et leur faire oublier l'Assemblée constituante souveraine qu'ils viennent d'enterrer, subrepticement, le PT prend la défense d'un des piliers essentiels des institutions de la Ve République, dont l'existence ou les

fonctions seraient soi-disant remise en cause par l'Union européenne. Etrange, l'ensemble des partis institutionnels ne prétendent-ils pas que l'Assemblée nationale dans sa forme actuelle est souveraine ? Ce mot d'ordre est donc très réactionnaire en réalité, à tel point qu'il est partagé et repris par l'ensemble de l'extrême droite et les souverainistes qui sont tenus à l'écart des allées du pouvoir, simple constat et non un amalgame, je tiens à le préciser pour les mauvaises langues ou les esprits un peu tordus.

On peut aussi se poser la question suivante : pourquoi ne pas remettre en cause directement la séparation des pouvoirs législatifs et exécutifs. Ce serait tellement plus simple et plus compréhensible pour tous les travailleurs, non ? Surtout au cours de la campagne des présidentielles.

11. Le PS et le PCF pourraient redevenir des partis ouvriers ou comment légitimer leur survie et subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, afin d'interdire toute issue politique au prolétariat. Ces partis sont honnis par les masses. Quant aux couches restreintes du prolétariat les plus retardataires qui les soutiennent encore, nous n'avons pas à nous appuyer sur elles, au contraire nous devons nous appuyer sur l'avant-garde du prolétariat qui se dégage au cours de la lutte des classes pour l'aider à mobiliser l'ensemble du prolétariat contre la bourgeoisie, à l'organiser et si possible recruter ses meilleurs éléments pour construire le parti révolutionnaire.

12. Le PS serait encore un parti ouvrier. Tout démontre aujourd'hui le contraire, et ce n'est pas nouveau. Le PS est un parti bourgeois, le PCF est un parti stalinien. Le PS est le parti naturel de la bourgeoisie au sein du prolétariat contrairement au PCF. Ce n'est pas parce qu'il se réclame encore du socialisme qu'il serait encore un parti ouvrier ou un parti ouvrier-bourgeois. Si l'UMP (ex-RPR, ex-UDR) est le parti naturel de la Ve république depuis le coup d'Etat de 1958 du général de Gaulle et donc de surcroît le parti naturel de la bourgeoisie française, le PS est le parti naturel de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier depuis un siècle par l'idéologie réformiste auquel il a toujours été attaché, en défendant la pérennité du système capitaliste comme seul modèle économique possible. C'est encore plus vrai depuis la restauration du capitalisme en URSS. Le PS est le meilleur allié aujourd'hui de la bourgeoisie, y compris et surtout par le contrôle qu'il exerce sur les appareils de plusieurs syndicats.

La campagne médiatique organisée par la bourgeoisie pour faire élire la Royaliste comme candidate du PS aux élections présidentielles s'inscrit dans l'objectif de calquer le bipartisme qui existe aux Etats-Unis, en éliminant ou marginalisant au passage tous les autres partis politiques, le PS assurant la place

qu'occupe le Parti démocrate au USA. C'est dorénavant la bourgeoisie qui décide quel candidat représentera le PS aux élections présidentielles.

Dans ce scénario, le PCF est voué à la disparition, à moins qu'il ne se transforme en parti réformiste en tentant de prendre la place qu'occupait encore le PS avant le 10 mai 81, mais la haine que lui voue l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat, lui rend cette transformation quasi impossible, à moins de changer de nom et de liquider ses références au communisme, néanmoins ce scénario est peu probable, ou alors il demeure un parti stalinien pour tenter tout simplement de faire barrage à la construction d'un véritable parti communiste. Si cette dernière option se réalisait, ce ne pourrait être qu'avec l'appui financier de la bourgeoisie et le soutien politique du PS pour lui permettre de continuer à exister.

13. La défense de la démocratie représentative (IO n° 767, p.14) ou comment assurer la défense des institutions antidémocratiques de la Ve République, voilà le vrai sens de la *reconquête de la démocratie* dévoilée par ses apôtres. A bas la démocratie participative ! A bas la démocratie représentative ! Vive la démocratie directe ! La démocratie participative, c'est le corporatisme du régime de Vichy. La démocratie représentative est celle qui existe aujourd'hui dans tous les pays capitalistes. La démocratie directe, c'est la forme adoptée par les soviets lors de la révolutions russe de 1905 et 1917, la seule qui permet réellement au prolétariat d'assumer le pouvoir et de le contrôler.

Notez au passage que le PT à inscrit dans son programme l'abolition des institutions de la Ve République, mais dans leur journal ils les défendent ouvertement ! Double langage.

14. Un parti ouvrier indépendant peut prendre le pouvoir : un mensonge de plus que dément la totalité des enseignement de la lutte des classes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. L'antithèse du léninisme et du trotskysme. C'est le reniement des leçons de la révolution d'octobre 1917 en Russie. Sans un parti construit sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, un parti profondément ancré dans les masses, un parti déterminé à lutter pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour l'abolition du capitalisme, jamais le prolétariat n'accèdera au pouvoir.

Dans le site de Bagnolet du PT on peut lire que le PT est « *Un parti pour défendre la démocratie* ». Ils ne s'embarrassent même plus de qualificatif, la démocratie tout court fera l'affaire, ce qui confirme tout le mal qu'on en pense et ce que nous avons déjà écrit sur cette question.

Dans le même site Internet, on trouve une autre mouture du parti réduit à sa plus

simple expression et l'on comprend pourquoi immédiatement, ainsi on y apprend que les travailleurs ont besoin « *d'un parti* », précisant que le PT n'est pas un parti de militants mais un « *parti d'adhérents* », bref, un fourre-tout hétéroclite fera l'affaire en quelque sorte. Tout s'explique en effet.

15. Il ne faut pas mener le combat pour la rupture des syndicats avec la Confédération européenne des syndicats (CES), la Confédération Syndicale Internationale (CSI), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), sans doute au nom de « *l'indépendance* » des syndicats. C'est refuser de combattre pour des syndicats combattant classe contre classe pour l'abolition du salariat, c'est la capitulation totale devant la bourgeoisie. C'est une trahison du prolétariat qui aboutit à la subordination du mouvement ouvrier au capitalisme mondiale !

16. Mettre en avant le mot d'ordre de la *rupture avec l'Union européenne* tout en refusant obstinément d'engager le combat contre le gouvernement, de rompre avec lui, c'est protéger le gouvernement, c'est refuser de dénoncer sa responsabilité dans la mise en oeuvre de sa politique ultra réactionnaire, c'est lui donner une légitimité qu'il n'a pas ou plus, c'est une trahison permanente ! Concernant le PT, pour qu'il rompt avec le gouvernement et le Medef, il faudrait que FO ait décidé de rompre au préalable avec eux, l'appareil du PT ne peut pas se payer le luxe de rompre avec l'appareil de FO auquel il est lié organiquement.

Dans le site de Bagnolet du PT qui décidément est fort instructif, il est écrit que c'est l'Union européenne qui « *exige* », « *impose* », « *ordonne* » les réformes contre-révolutionnaires, mais on aura du mal à y trouver que c'est le gouvernement qui les applique, ils ne peuvent pas, ils ne veulent pas le dire, puisqu'il faut détourner les travailleurs du gouvernement.

17. Ils se lamentent sur la « *crise* » du capitalisme à laquelle ils proposent des solutions, notamment la relance de la consommation, une meilleure répartition des richesses, le retour à une politique industrielle favorisant les entreprises nationales, etc. Pour les réformistes le seul objectif est d'améliorer la vie quotidienne du prolétariat dans le cadre du capitalisme. Pour les révolutionnaires, l'objectif est de mener le combat pour les revendications immédiates du prolétariat dans le cadre du combat pour renverser le capitalisme. Le réformisme et le communisme sont antinomiques. D'un côté, les réformistes affirment qu'ils ne sont pas comptables de la satisfaction ou non des revendications, et d'un autre côté, dans les faits, ils se comportent à l'opposé de ce qu'ils affirment, leur objectif ne va pas plus loin, il s'arrête au seuil du combat politique, sans l'engager véritablement.

Lénine expliquait qu'on devait se réjouir des difficultés rencontrées par les capitalistes, même si dans une large mesure elles aggravait les difficultés du prolétariat. Pour lui, c'était une chance à saisir pour mobiliser le prolétariat, pour construire le parti et pour le préparer à se lancer à l'assaut de la forteresse de l'Etat bourgeois. Pour les réformistes, c'est tout le contraire, ils se lamentent sur la désindustrialisation, les fermetures d'usines, les privatisations, etc. ils voudraient que la situation du capitalisme s'améliore, et au lieu d'en faire un puissant levier pour mobiliser les masses, ils demandent à la bourgeoisie de « *trouver des solutions* » pour remédier à cette situation, ils multiplie les rencontres avec les membres du gouvernement, le Medef, l'Union européenne, leur objectif n'étant évidemment pas d'en finir avec le capitalisme mais d'en assurer la survie. Ils l'ont suffisamment prouvé.

18. Le prolétariat et sa jeunesse seraient résignés à vivre éternellement sous un régime capitaliste, leur conscience politique ne dépasserait pas celle des ouvriers de la fin du XVIIIe siècle, bref ils ne comprendraient rien à rien depuis la chute du mur de Berlin et la restauration du capitalisme en Russie. Rien de plus faux. S'il en était ainsi, la responsabilité retomberait sur ceux qui ont abandonné le combat pour la révolution socialiste, les soi-disant révolutionnaires qui ont capitulé devant le réformisme au lendemain de la seconde guerre mondiale tout en conservant un vocabulaire marxisant, les dirigeants de la Ligue révolutionnaire et du Parti des travailleurs (ex-PCI, ex-OCI).

Tout démontre que les masses résistent et qu'elles cherchent la voie du combat politique contre la bourgeoisie. Cela aussi les réformistes le disent, mais pour aboutir aux conclusions inverses des révolutionnaires. Des milliers de militants ouvriers d'horizon divers essaient avec plus ou moins de réussite à se réapproprier les enseignements de la lutte des classes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, mais aussi des dirigeants révolutionnaires comme Stéphane Just et les militants qui l'ont suivi lorsqu'il a été exclu du PCI.

L'avalanche de lois, décrets, ordonnances contre-révolutionnaires qui se sont abattus sur le prolétariat et sa jeunesse ces dernières années, la paupérisation grandissante et la précarité galopante qui touchent dorénavant des millions de travailleurs et jeunes ne peuvent qu'exacerber la lutte des classes et les conduire inévitablement à rechercher les moyens du combat direct contre la bourgeoisie. La soi-disant apathie des travailleurs, que démentent aussi les multiples mouvements sociaux à travers toute la France, n'est pas le produit de leur adaptation au capitalisme ou de leur adhésion aux thèses des réformistes, mais bien le résultat de l'incapacité des révolutionnaires à construire un parti digne de ce nom. Cette situation est le résultat

de l'orientation politique opportuniste des partis et organisations dont les mots d'ordre sont insaisissables par les masses, et dont elles comprennent plus ou moins consciemment, qu'ils ne peuvent les mener qu'à une impasse politique.

19. La situation est « *difficile* » répètent à loisirs les dirigeants du PT. Cette attitude témoigne en réalité de leur propre impuissance et n'arrive plus à camoufler leur propre capitulation devant la bourgeoisie. Ils voudraient reporter la responsabilité de la situation politique actuelle sur le dos du prolétariat, sur les partis traîtres du mouvement ouvrier, pour qu'à aucun moment on ne se pose la question de leur propre responsabilité. C'est assez habile, il faut donc les démasquer impitoyablement, car ils participent directement au désarmement politique des travailleurs. L'impasse à laquelle conduit leur orientation politique en est la traduction et l'illustration à la fois.

La seule difficulté que rencontre les militants révolutionnaires, c'est de parvenir à définir une orientation politique correcte qui servirait de base au regroupement ou à l'action commune de l'ensemble des militants révolutionnaires éparpillés dans une multitude de groupes, comités, etc. Au lieu de s'appuyer sur le niveau de conscience politique actuelle des masses en France, sur les mouvements révolutionnaires qui se développent en Amérique Latine et qui sont à la pointe du combat contre l'impérialisme à l'échelle mondiale, sur l'approfondissement et l'exacerbation des contradictions du capitalisme mondial, ils se lamentent. Ils sont lamentables, cela oui, on a le droit de le dire et de le faire savoir, c'est même notre devoir. Ne trouvant pas de solution sur le terrain sur lequel ils se sont placés eux-mêmes par rapport au prolétariat, il demande logiquement à la bourgeoisie d'en trouver ! Voilà la réelle signification de leur refus de rompre avec la bourgeoisie. La soi-disant « *sénilité* » du capitalisme qu'ils ont inventée, est une manière comme une autre d'avouer leur propre impuissance.

20. L'institution judiciaire serait la garante de la « *démocratie politique authentique* ». De la même manière, lors de la campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, ils ont été jusqu'à opposer ce projet à la Constitution de la Ve République en lui trouvant des avantages, ce qui constituait un soutien à peine voilé à cette dernière. Au contraire, je pense que l'institution judiciaire est le garant et l'un des piliers fondamental de l'Etat bourgeois. Sommes-nous bien encore sous le régime des institutions antidémocratique de la Ve République ? On pourrait se poser la question à les entendre. L'institution judiciaire, la police et l'armée constituent en dernier lieu les derniers remparts mise en place et perfectionner en permanence par la bourgeoisie pour défendre l'Etat du même nom et les privilèges de la bourgeoisie.

Maintenant que l'exercice de la justice soit favorable dans certains cas au prolétariat, personne ne le niera, qu'il faille défendre les lois qui renferment un contenu démocratique favorable au prolétariat, c'est la moindre des choses, au même titre que la totalité des droits acquis dans le passé, mais de là à soutenir en bloc une institution judiciaire sans faire preuve de la moindre réserve ou discernement, alors que de nouvelles lois de plus en plus répressives s'abattent depuis 10 ans sur le prolétariat et sa jeunesse, c'est soutenir ouvertement un des appareils répressifs de l'Etat bourgeois dressé contre le prolétariat.

21. Abolition des institutions de la Ve république : lesquelles ? toutes sans exceptions, ce qui va de la fonction présidentielle bonapartiste en passant par le Parlement, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social, etc. jusqu'aux renseignements généraux, l'armée et la police, etc. l'intégralité de l'appareil d'Etat bourgeois doit être détruit. Lénine expliquait même que les communes au service de l'Etat n'étaient pas défendables, elles devaient se transformer en soviets au niveau local.

Conclusion et propositions d'action.

La défense des revendications démocratiques bourgeoises avait pour objectif principal, dans le cadre étroit et limité du capitalisme pourrissant en subordonnant le combat politique contre le capitalisme au mouvement spontané des masses, d'empêcher le prolétariat de prendre conscience de la nécessité d'engager le combat politique pour en finir avec le pouvoir politique de la bourgeoisie et de construire un parti révolutionnaire. Si les tenants de cette politique contre-révolutionnaire ont jusqu'à présent parfaitement réussi à préserver le système capitaliste, il est plus qu'urgent d'inverser la situation.

Les avantages limités et temporaires obtenus par le prolétariat au cours de la lutte des classes ont certes contribué à améliorer ses conditions d'existence, mais en l'absence d'une direction politique déterminée à combattre pour le renversement politique de la bourgeoisie, cette politique réformiste de conciliation et de compromis passés avec la bourgeoisie a finalement permis à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir, de gangrener par la même occasion l'ensemble du mouvement ouvrier, en faisant de l'idéologie réformiste l'idéologie dominante au sein du prolétariat, au détriment de la prise de conscience politique de ses propres intérêts de classe qui l'aurait conduit inévitablement à poser la question du pouvoir. C'est à cette tâche à laquelle nous devons nous atteler en menant un combat à mort contre le réformisme.

La défense des conquêtes sociales et des droits démocratiques fait dorénavant l'objet d'un chantage insupportable de la part des réformistes. Le PT est en tête de ligne dans la mise en œuvre de cette tactique. Face à ce qu'ils appellent la *mondialisation* et la mise en place par l'impérialisme des institutions politiques qui y correspondent, ils prétendent qu'il faudrait soutenir les institutions bourgeoises dans chaque pays, développer sur le thème éculé de la défense de la nation et de la souveraineté nationale, pour résister aux conséquences de la concentration croissante de l'économie capitaliste dominée par l'aristocratie financière, afin de pouvoir défendre les intérêts du prolétariat. La bourgeoisie n'en demandait pas tant. En réalité, en subordonnant les intérêts du prolétariat à sa propre bourgeoisie, ils envoient un signal clair à la bourgeoisie en lui signifiant qu'elle n'a rien à redouter des masses puisque tout mouvement social qui pourrait converger vers la remise en cause du pouvoir, sera détourné de son objectif, vers l'Union européenne, par exemple. La bourgeoisie à les mains libres, le prolétariat lui est livré pieds et mains liés, voilà le résultat de cette politique. Mais rien n'est joué ni acquis définitivement.

Maintenant, la question est de savoir combien de temps ce dispositif, ce barrage dressé contre la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et de sa jeunesse tiendra ? Nul peut le dire, mais le mouvement contre le CPE du printemps 2006 a démontré qu'une explosion sociale peut intervenir à tout moment. D'où la nécessité de préparer les conditions pour favoriser son déclenchement. Pour cela il faut engager immédiatement le combat dans tous les syndicats pour que chaque section, chaque union locale, etc. prennent position pour la rupture des discussions avec le gouvernement et le Medef, afin de réaliser l'unité contre le gouvernement sur les revendications immédiates du prolétariat, en dénonçant au passage ceux qui soutiennent le gouvernement, interdisant de la sorte aux appareils d'être associés au gouvernement. Parallèlement ce combat doit être relégué au niveau national par une campagne unitaire de tous les militants révolutionnaires par des diffusions massives, distribution de tracts, pétition associant toutes les couches du prolétariat adressée aux sections syndicales des entreprises, des unions locales, et non en direction des appareils. Il est possible d'inverser la situation politique assez rapidement à condition de s'en donner les moyens et de dépasser les clivages ou désaccords idéologiques, c'est une certitude.

La pérennité du système capitaliste au-delà des limites qu'on lui croyait déjà atteinte au début du XXe siècle, phénomène que les uns et les autres ont de plus en plus de difficultés à expliquer sans se contredire et dévoiler au grand jour leur propre trahison ou faillite politique, suffit à témoigner que le grand gagnant dans cette affaire n'a pas été le prolétariat mais bien la bourgeoisie.

Il est donc urgent d'en finir avec ce poison que constitue le réformisme et revenir au

fondement du marxisme, au socialisme scientifique des fondateurs du marxisme, aux enseignements qu'ils nous ont légués et qu'avaient mis en pratique Lénine et Trotsky en menant le prolétariat et la paysannerie russe à la victoire en octobre 1917 en Russie.

La moindre concession au réformisme n'est plus tolérable face à la barbarie qui se développe dans des proportions gigantesques à l'échelle mondiale.

Les désaccords théoriques doivent faire l'objet d'une attention toute particulière, ils doivent être analysés minutieusement, aucun désaccord le plus minime soit-il ne doit échapper à la discussion, à la polémique loyale et argumentée, toutes les questions doivent être débattues, il n'est pas concevable qu'une question demeure sans réponse ou qu'on se satisfasse d'une réponse approximative non argumentée, qu'un responsable ou un dirigeant politique refuse de s'expliquer sur les positions qu'il défend.

Tous les militants sans exception doivent avoir accès à ces discussions et pouvoir y participer. Il faut en finir avec la méthode sans principe qui consiste à rechercher un accord à tout prix avec les militants sur des questions politiques essentielles, à leur forcer la main pour obtenir à l'arracher un accord verbal qui n'a finalement aucune valeur et qui ne repose finalement sur rien. Au contraire, on doit s'assurer qu'ils ont bien compris l'enjeu et la substance de cette discussion sur le réformisme, comme sur tout autre question politique.

La méthode qui consiste à persuader les militants par tout autre moyen est à bannir de nos rangs, car elle sera autant inutile que nuisible. Un militant qui demeure incapable de reprendre à son compte les arguments avec lesquels il a prétendu être en accord, témoigne tout simplement qu'il ne les a pas vraiment compris. Ce militant sera incapable de tenir la moindre discussion sérieuse. Il ne faut pas culpabiliser les militants, les rabaisser, encore moins les ridiculiser comme cela m'est arrivé d'en être témoin, ces procédés sont scandaleux, c'est la marque de fabrique des dogmatiques, des sectaires, des prétentieux, et finalement des bureaucrates.

On doit toujours témoigné le plus grand respect envers les militants, les travailleurs et jeunes avec lesquels on discute. Dans le parti il n'y a pas de « haut » et de « bas », les rapports indispensables entre générations sont le plus souvent confondus avec le rapport détestable de maître à esclave, ou de maître à disciple. Il vaut mieux avoir un désaccord déclaré sincère et honnête avec un camarade, qu'un accord de façade qui repose sur un rapport de subordination ou l'indifférence.

Le combat politique subordonnée au combat pour les revendications immédiates à l'époque du capitalisme pourrissant ne peut aboutir à terme qu'à une aggravation générale des conditions de travail et d'existence du prolétariat, les ramenant des

décennies en arrière ou plus loin encore, comme chacun peut le constater aujourd'hui. Cela suffit à condamner sans appel la tactique qui tend à privilégier les revendications immédiates au détriment du combat politique pour abattre le capitalisme.

Nous sommes avant tout des militants révolutionnaires combattant pour la révolution socialiste, ensuite des militants syndicaux. Dit autrement : notre activité militante syndicale doit être liée et subordonnée à notre activité politique.

Notre objectif n'est pas d'obtenir un euro d'augmentation qui sera reprise à la première occasion, ni celui d'obtenir la réouverture d'une classe, le maintien d'un bureau de poste puisqu'ils seront compensés par d'autres fermetures ailleurs. Notre objectif n'est pas de parvenir à une amélioration progressive de la situation du prolétariat, pour en fin de compte lui rendre le capitalisme plus supportable et assurer ainsi sa survie, vouant de la sorte le prolétariat à une vie médiocre passant alternativement des pires illusions au désespoir.

Bien entendu qu'il faut combattre pour défendre la plus insignifiante conquête sociale chaque fois que cela est possible, mais notre objectif et notre responsabilité en tant que militant révolutionnaire est en même temps de dépasser ce cadre économique étroit et de faire de chaque revendication un levier à la mobilisation révolutionnaire des masses, afin de les aider à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ce qui ne peut se faire sans poser la question du pouvoir politique et finalement la construction du parti révolutionnaire indispensable à la victoire du socialisme.

Camarades, si j'ai un simple conseil à vous donner après la lecture de ce document relativement court qui n'a pas la prétention d'imposer quoi que ce soit à quiconque, mais qui je pense renferme des questions essentielles qu'aucun militant ouvrier ne peut passer aujourd'hui sous silence, alors si vous souhaitez en discuter ou soumettre une de ces questions à un militant, un responsable ou un dirigeant pour connaître sa position et qu'il refusait obstinément d'en discuter avec vous, sans vous fournir la moindre explication ou en balayant son contenu d'un geste du bras, rompez les relations avec lui ou prenez soin de prendre du recul par rapport à ses propos, car cela signifie qu'il ne souhaite pas pour une raison ou une autre que vous puissiez comparer ses propres arguments avec ceux que j'ai exposés ici.

Si c'est dans la pratique et à travers la lutte des classes que l'on peut vérifier le bien-fondé d'une théorie, d'une analyse ou d'une orientation politique, c'est la discussion libre et loyale entre militants et la confrontation des arguments qui peuvent nous aider à les définir le plus justement possible et ensuite de les partager pour agir ensemble.

Le 19 novembre 2006